

## FO dit stop à l'austérité 2.0 !

Le mouvement syndical européen est actuellement réuni à Berlin pour le 15<sup>ème</sup> Congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Plusieurs interventions ont témoigné des conséquences délétères des politiques de l'austérité sur nos services publics, sur les agents publics et les travailleurs partout en Europe. Au même moment, la Commission européenne publie ses recommandations-spécifiques et son rapport-pays dans le cadre du semestre européen qui renoue pleinement avec l'austérité.

Quatorze Etats membres de l'Union Européenne sont sommés de réduire drastiquement leurs dépenses publiques pour un total de 45 milliards d'euros dès l'année prochaine, dont 13,2 milliards d'euros pour la France à elle toute-seule. Selon les estimations de la CES, cela représente près de 372 000 postes d'infirmières ou bien 492 000 postes d'enseignants. Plus concrètement, la Commission européenne demande à ce stade de limiter la hausse des dépenses primaires nettes en 2024 à moins de 2,3%.

Soutenir l'amélioration des conditions de travail et la formation initiale et continue pour les enseignants dans les recommandations spécifiques n'est pas suffisant et n'est pas compatible avec le retour des politiques d'austérité en France !

Mais la Commission européenne ne s'arrête pas là. Malgré l'action syndicale de la CES et de Force Ouvrière, et malgré les belles paroles du commissaire européen à l'emploi et aux affaires sociales au Congrès de la CES, le rapport-pays estime que la réforme des retraites en France aura un impact positif sur la croissance et l'emploi, avec un soi-disant effet automatique de l'élargissement de la population active. Mentionner le principe 8 du Socle Européen des Droits sociaux (SEDS) sur le dialogue social pour « assurer la soutenabilité » de cette réforme, et celle de l'assurance-chômage, est loin de satisfaire la promesse d'une Europe plus sociale ! Comme FO l'a rappelé, cette réforme est injuste, brutale et illégitime ! Elle nie le droit à tous de vieillir dans la dignité comme évoqué au principe 15 du SEDS.

Mais c'est bien aux gouvernements que revient la responsabilité d'adopter les recommandations qu'ils se donnent à eux-mêmes, c'est pourquoi FO ne cesse de se mobiliser au niveau national et européen pour éviter le retour aux erreurs du passé ! Elle s'engagera avec détermination dans la nouvelle campagne de la CES pour dire stop à l'austérité 2.0 !

Contact :

**Branislav RUGANI**  
Secrétaire confédéral

**Secteur International,  
Europe**

✉ [brugani](mailto:brugani)

📧 [@force-ouvriere.fr](mailto:@force-ouvriere.fr)

☎ 07.81.16.76.85

Paris, le 26 mai 2023